

L'ELAN que le congrès du FLN et l'adoption de la Charte d'Alger aurait dû donner à la révolution algérienne, ne s'est pas concrétisé au cours de ces derniers mois. En effet, la révolution connaît une période difficile, caractérisée par des tendances, des développements et des symptômes d'ordre divers et contradictoires.

Tout d'abord, le compromis avec des forces conservatrices, voire féodales, qui avait amené l'inclusion de Chabaani non seulement au Comité Central, mais aussi au Bureau politique, s'est révélé éphémère. Chabaani a pris une deuxième fois la voie du maquis se fait arrêter très rapidement et tombe finalement devant le peloton d'exécution. En soi, l'affrontement avec la tendance réactionnaire que représentait Chabaani n'est absolument pas à regretter et personne ne saurait reprocher à la révolution de se défendre avec la dernière énergie contre ses ennemis, notamment quand ceux-ci ont recouru à la lutte armée et appelé à la rébellion contre le régime. Mais nous sommes fermement convaincus que la révolution se défend plus efficacement aux yeux des masses par des procès publics qui assurent le maximum de garanties et de clarté. Toutefois, le fait qu'on soit passé dans un délai très court d'une tentative poussée de collaboration à une rupture décisive démontre l'instabilité de la situation et des oscillations incontestables dans l'orientation du sommet.

Quant aux mesures économiques et sociales envisagées par le congrès du F.L.N. et notamment dans le rapport d'ouverture de Ben Bella, le bilan est très modeste. Certes, personne n'entend imposer à une révolution un *timetable* rapide ou abstrait, mais il n'en est pas moins vrai que des pressions multiples se sont exercées et s'exercent entravant l'adoption et l'application des mesures les plus essentielles.

Dans les dernières semaines de nouvelles nationalisations furent certes décidées (cinéma, quelques entreprises secondaires), mais ce sont des mesures d'une portée mineure. Le fait qui pri-

me c'est le retard apporté dans l'adoption de la nouvelle réforme agraire annoncée à maintes reprises. On dit maintenant que la réforme sera adoptée avant la fin de l'année, mais on ne sera fixé là-dessus qu'après les élections. Il est inutile de souligner, encore une fois, l'importance de cette réforme qui, naturellement, comporte des difficultés réelles : il y a encore une partie largement majoritaire de la paysannerie à laquelle la révolution n'a rien apportée et qu'il est nécessaire de lier à la révolution par des mesures concrètes à courte échéance. Autrement, ce secteur très important de la population algérienne risquerait de s'éloigner du régime, de tomber dans la démoralisation et la passivité complète, voire d'offrir un terrain propice à des manœuvres et aventures contre-révolutionnaires. Dans ce sens, le délai est très important et c'est pour cette raison — et non par radicalisme impatient — que nous insistons sur la nécessité d'une adoption et d'une application rapide de la nouvelle réforme agraire.

Le congrès d'Alger avait mis l'accent aussi sur la nécessité d'une restructuration de l'appareil de l'Etat, ainsi que du parti. L'administration a connu effectivement, semble-t-il, quelques remaniements et des éléments réactionnaires ont été éliminés, mais l'épuration annoncée n'a pas eu des résultats consistants et, surtout, elle a été amorcée

avec des critères fort discutables. Dans le parti aussi il y a eu des changements dans le personnel dirigeant à différents niveaux : il paraît cependant que les résultats ont été contradictoires : dans certains endroits ce sont effectivement des éléments opportunistes, arrivistes, pro-impérialistes qui furent éliminés, dans d'autres, par contre, ce sont des militants de gauche qui ont été victimes de dirigeants droitiers.

La décision de la création des milices ne pouvait qu'être saluée par la gauche révolutionnaire algérienne. Malheureusement, jusqu'ici rien d'effectif n'a été organisé et dans le seul cas où il y a des milices qui opèrent réellement (Kabylie), il s'agit de contingents de chômeurs embrigadés et rétribués par une solde régulière. A la rigueur, dans une situation d'alerte, une telle mesure pourrait se justifier — dans le but de contrecarrer les opérations militaires des contre-révolutionnaires. Mais il est bien évident que cela n'a qu'un rapport très lointain avec de véritables milices populaires.

Pour en revenir aux conflits de groupes et des tendances dans le FLN, l'extrême droite a subi un échec cuisant avec l'élimination de Chabaani. En outre, l'évolution dans l'UGTA paraît relativement positive : une résolution pour la réforme agraire a été adoptée dans un Congrès récent de l'Union régionale d'Alger et certains des diri-

geants les plus bureaucratiques paraissent avoir été éliminés. (Boudissa n'était pas présent au congrès de l'Union régionale d'Alger et des rumeurs sur son arrestation ont circulé à Alger). Le changement intervenu à la direction de « Révolution Africaine » marque, par contre, un échec certain de la gauche.

On a cherché à limiter la portée de ce remplacement — par la désignation d'Ouzegane — dont l'orientation passée pouvait paraître rassurante, mais il est incontestable que Harbi était considéré comme le porte-parole de la gauche marxiste et il avait effectivement joué un rôle important dans la préparation de la Charte d'Alger et dans certaines commissions du congrès, chargées de préparer les résolutions politiques. Les affirmations de continuité proclamées dans l'éditorial de « Révolution Africaine » annonçant le changement, ne pouvaient être considérées qu'avec le bénéfice de l'inventaire et, en effet, une semaine plus tard un éditorial d'Ouzegane faisait des concessions aux partisans du socialisme arabo-islamique en mettant l'accent sur la critique d'une certaine gauche, des « révolutionnaires de la phrase... de France ou d'ailleurs ».

Alger et les villes algériennes sont le théâtre, ces derniers jours, d'une campagne électorale à l'occasion de laquelle le régime relance sa propagande et renouvelle ses engagements. La façon dont ces élections furent préparées et vont avoir lieu, leur enlève toute signification politique. Il s'agit d'une formalité qui n'est prise au sérieux par personne. C'est pourquoi si le régime veut se consolider effectivement en assurant la marche en avant de la révolution, il ne devra se satisfaire des résultats escomptés du scrutin, mais préparer une relance des mesures vitales, dont en premier lieu la nouvelle réforme agraire, afin de donner confiance aux masses et d'empêcher que la stagnation actuelle ne se prolonge et détermine une démobilitation dangereuse.

A. B.

Lettre d'un correspondant

LE "DEUXIEME SOUFFLE" DE LA REVOLUTION ALGERIENNE

Du 8 juin 1964 date de la parution des décrets sur l'organisation du secteur industriel socialiste au 4 septembre 1964, date de l'ouverture du 1^{er} Congrès de l'Union Régionale de l'UGTA à Alger, un été a vécu. Ces mois ont été riches d'enseignements car ils ont montré que les masses laborieuses trouvant leur deuxième souffle continuent la Révolution Socialiste commencée par elles lors des décrets historiques de mars, instituant l'autogestion.

Au cours de la visite de Modibo Keita en Algérie, Ben Bella déclara dans son discours du 20 août 1964 : « Au cours de l'an trois de notre indépendance notre action principale devra tendre à nous donner principalement un instrument étatique et un parti qui répondent aux options que nous avons délibérément choisies et les options impliquent le succès de l'œuvre socialiste ». L'on voit apparaître ici, chez les dirigeants algériens la conscience de la nécessaire transformation qualitative de l'appareil d'Etat « legs de la période coloniale » (1).

Fondamentalement cela va être d'une part la restructuration des communes et, d'autre part, la restructuration du

parti, c'est aussi déjà la consolidation de l'autogestion par les décrets du 8 juin 1964. Ces décrets sont d'une importance considérable : des unions nationales et régionales vont se créer, regroupant les entreprises industrielles d'un même caractère et donnant ainsi à l'autogestion une force économique certaine, face au secteur privé. Mais aussi pouvoir politique dans la mesure où des « Comités départementaux » sont créés sous l'initiative du FLN. Ce « Comité Départemental » composé en majorité de membres élus des « Unions Régionales » et d'un seul représentant de l'autorité de tutelle, aura pour tâche la coordination des activités des entreprises de l'Union Régionale. Organisme politico-économique il sera le centre de liaison de ceux qui lutteront pour la sauvegarde de l'autogestion et la lutte contre le secteur privé. Les militants d'avant-garde doivent prendre conscience de cela et œuvrer à ce que ces comités réussissent pleinement dans leur tâche.

De même que la consolidation de l'autogestion est devenue une nécessité impérieuse, la restructuration du parti et la réforme communal sont les deux points importants qui vont permettre à la Révolution d'avancer pour vivre. Dans certaines régions il faut souligner et saluer l'action de certains militants qui ont su par des méthodes simples (désignation sur la place publique) réorganiser le parti sur une base saine, c'est-à-dire sur une base de classe. Dans ces régions les ouvriers et les paysans pauvres sont rentrés en majorité dans le parti, constituant ainsi des secteurs d'avant-garde. Il n'en est pas ainsi partout. En effet, dans certaines régions, les élections ont été faites « rapidement » et il arrive que parfois certains militants ne soient pas réellement les élus de la classe ouvrière.

On a vu aussi apparaître dans certains endroits des Kasmats (2), les unes composées d'ouvriers de l'autogestion, les autres composées presque uniquement des opportunistes locaux. Au Congrès des Cheminots Ben Bella déclarait que l'heure de l'alliance entre les bourgeois et les ouvriers était dépassé. L'exemple cité plus haut le montre clai-

(1) Thèses du Congrès du FLN.
(2) Cellules.

rement. Aujourd'hui la bourgeoisie algérienne c'est-à-dire principalement les propriétaires fonciers (8.000 à 9.000) et la bourgeoisie commerçante (grossistes, etc.) bénéficient d'un avantage énorme : l'appareil étatique d'antan qui n'est pas encore complètement brisé. Mais c'est le seul avantage qu'elle a dans sa lutte contre la classe ouvrière et la paysannerie.

Un phénomène remarquable par son ampleur est la fuite d'une grande partie des industriels européens. Il ne se passe pas de jours sans que l'on apprenne qu'une nouvelle usine est mise en autogestion parce que le patron est parti. Voilà une réalité qui ne devrait pas tromper la classe ouvrière Algérienne. « L'audace est payante » comme le faisait remarquer Mohamed Harbi dans un éditorial de « Révolution Africaine », mais elle ne suffit pas. En effet pour réaliser ce qui est la clef de voûte de la révolution algérienne, c'est-à-dire la réforme agraire, il faut oppo-

ser à la force des propriétaires fonciers, la force organisée de la classe ouvrière. C'est là la condition majeure qui permettra de réaliser la réforme agraire et la réforme communal.

C'est justement à ce niveau que se situe le deuxième souffle de la révolution algérienne. Au 1^{er} Congrès de l'Union Régionale de l'UGTA d'Alger, Hocine Zahouane, membre du bureau politique déclarait : « les travailleurs algériens doivent accéder au pouvoir politique ». Les possibilités d'émerger sur la scène politico-économique existent : principalement en luttant au sein du parti, en luttant à l'UGTA, en luttant dans les comités départementaux.

Mais cette bataille ne peut être couronnée de succès que si les cadres moyens, militants du FLN, de l'UGTA, de l'autogestion, prennent conscience que c'est à eux qu'il appartient d'organiser la classe ouvrière et la paysannerie.

BENDJABE RALI.

Vient de paraître :

Quatrième Internationale

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

Au sommaire :

- E. GERMAIN : Le conflit sino-soviétique : un bilan intérimaire.
- LIVIO MAITAN : L'Algérie à l'heure du premier Congrès du F.L.N.
- HIMO KALANI : Le projet de programme de la gauche du P.C. indien.
- RAMON LINARES : Deux réformes agraires à Cuba.

Prix : 3 F, Afrique du Nord : 2 F. Abonnements : 1 an

(4 numéros) : 11 F — Soutien : 15 F —

C.C.P. : Pierre FRANK 12648-46, Paris, 21 rue d'Aboukir